

Comment le lobby du tabac a subventionné des labos français

■ L'enquête du « Monde » met en lumière le financement par les cigarettiers américains des travaux de scientifiques français de renom

Les journalistes du supplément « Science & techno » du *Monde* poursuivent la publication de leur enquête sur les liaisons dangereuses entre l'industrie du tabac et les scientifiques. L'enjeu de ces discrètes mais efficaces actions de lobbying était clair : jeter le doute sur les études concernant la nocivité de la cigarette et du tabagisme passif. Dans le second volet de l'enquête, on découvre dans les documents internes de l'industrie cigarettière américaine comment elle a financé ou manipulé des scientifiques français de premier plan pour donner une image positive de la nicotine. Mis en cau-

se nommément dans ces documents, les neurobiologistes Jean-Pierre Changeux et Jean-Pol Tassin expliquent au *Monde* comment et pourquoi leurs recherches ont été en partie financées par RJ Reynolds ou Philip Morris. Notre enquête montre aussi comment les cigarettiers sont parvenus à inonder la littérature scientifique de résultats de recherches qu'ils avaient financées et à faire publier des centaines d'articles positifs dans les médias. ■

Lire l'enquête de David Leloup et Stéphane Foucart, supplément « Sciences & techno » pages 3 à 5

DAVID LELOUP ET STÉPHANE FOUCART

Le 1^{er} octobre 1995 étaient inscrites au *Journal officiel* plusieurs dizaines de substances chimiques de la plus haute importance. Mais aucune publicité ne fut donnée, à l'époque, à l'établissement de cette liste. Les journaux ne s'en firent pas ou peu l'écho. L'arrêté du 12 septembre 1995 fixait pourtant, s'appuyant sur l'avis d'un groupe de travail constitué par le Conseil supérieur d'hygiène publique (CSHP), une liste de produits dont l'adjonction au tabac serait autorisée et dont les résidus de combustion seraient inhalés par des dizaines de millions de personnes. Ils le sont toujours, renforçant l'addiction des fumeurs à la nicotine. La consultation des documents internes de l'industrie américaine du tabac rendus publics par décision de justice, entreprise par *Le Monde*, est éclairante. Elle montre notamment que le laboratoire de l'un des huit membres du groupe de travail constitué par le CSHP – où siégeaient deux représentants de l'industrie identifiés comme tels – était financé par Philip Morris.

Le cas de Robert Molimard – c'est de lui qu'il s'agit –, professeur de médecine et à l'époque président de la Société française de tabacologie, n'est pas isolé, tant s'en faut. Les « tobacco documents » montrent que plusieurs laboratoires français – à Polytechnique, à l'université de Strasbourg, à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), au Collège de France... – ont, sans que cela leur pose de problème éthique, réclamé des financements aux géants américains du tabac. Des personnalités scientifiques de haut vol, comme le neurobiologiste Jean-Pierre Changeux ou le neuropharmacologue Jean-Pol Tassin, ont vu certains de leurs travaux ainsi financés pendant de nombreuses années.

Rien, dans les documents exhumés par *Le Monde*, ne laisse penser que ces chercheurs ont bénéficié de rémunérations personnelles. Ces surcroits de moyens financiers leur ont surtout permis, indirectement, d'accélérer leur carrière. Mais les « tobacco documents » jettent aussi une lumière très crue sur les motivations de l'industrie cigarettière. Celle-ci choisit méticuleusement les recherches qui sont utiles à son image, tente d'orienter le travail des chercheurs qu'elle subventionne, suspend sa générosité à l'appréciation des résultats obtenus... Surtout, certains chercheurs publient dans la littérature scientifique sans déclarer leur source de financement, siègent dans des groupes de travail officiels, s'expriment dans les médias sur la question du tabagisme... Que valent, alors, leur parole et leur jugement ?

Pour autant que l'on puisse le savoir, les faits mis au jour appartiennent à l'Histoire. Mais ils posent la question, très actuelle, du financement – occulte ou non – de la recherche publique par des intérêts privés. A la lumière des « tobacco documents », ce type de partenariat érigé en modèle par l'Union européenne – c'est aussi, en France, l'un des principes du grand emprunt – apparaît, dans certains cas, fragiliser l'intégrité de la science. ■